

Saskia Cousin est anthropologue, maître de conférences habilitée à diriger des recherches (HDR) au Centre d'anthropologie culturelle (CANTHEL) de l'Université Paris Descartes, responsable du master Anthropologie et Ethnologie. À partir d'enquêtes ethnographiques menées en France, au Bénin, au Sénégal et dans les réseaux numériques, elle travaille sur les économies de l'altérité, c'est-à-dire des situations où l'altérité prend une valeur en tant que telle : tourisme, coopération internationale, hospitalité marchande, art contemporain dit africain, accueil des réfugiés, hébergements précaires (<http://canthel.shs.parisdescartes.fr/sc/>).

Résumé

Organisé autour de l'église de la Samaritaine qui lui donne son nom, ce bidonville de La Courneuve (France) rassemblait, en 2015, environ trois cent trente personnes installées depuis sept ans. Alors que tous les recours juridiques pour empêcher l'expulsion étaient épuisés, un collectif constitué d'habitants et d'intervenants militants (santé, droits, architecture, plaidoyer) a monté un projet de sortie progressive du bidonville. Doté de moyens et de nombreux soutiens, il avait pour ambition de préserver le Samaritain, mais aussi de proposer des innovations sociales, culturelles et urbaines ayant valeur d'exemple. Après plusieurs mois de luttes et une immense mobilisation de soutien, le Samaritain a été expulsé en août 2015 : il fallait faire place nette pour la « COP 21 ».

doi.org/10.3917/clara.006.0094

Le Samaritain, le bidonville qui voulait devenir un village

Saskia Cousin

Est-il possible de restituer l'histoire du bidonville du Samaritain ? Sept ans de vie, quatre-vingts familles, trois cent trente habitants sur un petit bout de terrain sis dans la commune de La Courneuve, le long du RER menant à l'aéroport de Roissy. Trois ruelles séparant des baraques brinquebalantes, mais impeccablement briquées par leurs habitantes (Bennarosh-Orsoni, 2019), et puis, au milieu, l'église qui donne son nom au bidonville. Comment relater des années de combats juridiques et de tentatives de négociations, puis des mois d'intenses mobilisations, avant et après une expulsion violente, sous la pluie, dans la boue et les lacrymogènes, pour cause de « COP 21 » ? Comment raconter, dans une conférence, à Bruxelles, trois ans plus tard, ce combat collectif entrepris avec les habitants du Samaritain, alors que chacun a pris son chemin. La bataille du Samaritain a marqué toutes celles et tous ceux qui y ont participé. Il y a toutefois une immense différence entre les militants qui cherchent à faire perdurer la mémoire de cette mobilisation, exemplaire à de nombreux titres, et les habitants, qui veulent légitimement tourner la page d'une expérience traumatisante. Invitée à venir restituer la situation du Samaritain à l'ULB, il m'était impossible de venir témoigner seule d'une mobilisation justement caractérisée par son caractère collectif. J'ai donc appelé les personnes avec qui j'avais gardé des contacts, devenues des amis : Cristian Damian (2015), chef de chantier et ex-habitant du Samaritain, très investi dans la lutte après l'expulsion ; Pierre Chopinaud et Saimir Mile, respectivement directeur et président de La Voix des Roms ; Mehdi Bouteghmès, élu de La Courneuve à l'origine de la mobilisation ; Livia Otal, ancienne responsable de la mission bidonville de Médecins du Monde qui intervenait fréquemment sur le « platz », nom générique donné aux bidonvilles occupés par des personnes d'origine roumaine. Jeremy Gravayat et Yann Sarris, présents quotidiennement dans le bidonville ; Grégoire Cousin, juriste et



1

1
Une ruelle du Samaritain. Photo :
Fiona Meadows, 2015.

anthropologue, qui, pendant quelques années, multiplia les recours pour retarder l'expulsion ; Fiona Meadows, architecte qui travailla sur le projet de sécurisation et de réaménagement du bidonville, avant d'inclure l'histoire du Samaritain dans son exposition *Habiter le campement* à la Cité de l'architecture et du patrimoine (Meadows, 2016). Grégoire et Livia ont, de leur côté, sollicité deux autres habitants du Samaritain, Ionel Covaci et Mihela Stanciu. Finalement, à Bruxelles, je vins avec Livia, Grégoire, Mehdi et Fiona, c'est-à-dire sans les principaux concernés. Cette absence involontaire illustre la difficulté à parler non *sur* ou *pour* les habitants d'un bidonville, mais *avec* eux. Or, comme nous allons le voir, cette question est plus complexe qu'il n'y paraît en ce qu'elle illustre, d'une certaine manière, et malgré, je crois, nos efforts collectifs, l'inéluctable dissociation entre la logique de la pratique et la pratique de la logique (Burawoy, 2019). Reprenons cette histoire à partir de trois entrées, trois situations personnelles, temporelles et spatiales intriquées : la situation géographique du Samaritain, l'implication du jeune Jozsef Farkas, et la communication du cas du Samaritain à l'ULB. Pour raconter ces situations, nous sommes donc venus à Bruxelles avec des cartes et des photos, des vidéos, un dossier de presse et, surtout, nos voix.

La place du Samaritain

L'architecte Fiona Meadows, responsable de programme à la Cité de l'architecture et du patrimoine, et moi-même, anthropologue, avons rejoint le Samaritain à l'automne 2014. Dans le cadre du programme européen Migrantour¹, nous avons rencontré un jeune élu de La Courneuve, Mehdi Bouteghmès, avec qui nous souhaitions travailler à la création de balades urbaines sur le thème de la migration. Mehdi venait de découvrir la situation du Samaritain et était outré par le comportement de sa municipalité. J'avais déjà entendu parler de ce bidonville par mon frère Grégoire Cousin qui en parlait comme d'un lieu hospitalier (fig. 1) : depuis des années, il venait y boire un café et discuter pour se remettre de ses tournées juridiques dans les « platz » d'Île-de-France. À Bruxelles, c'est ce temps long des combats juridiques dont il est venu témoigner. Il a également insisté sur la relative distance qu'il entretenait avec les luttes menées pour la sauvegarde des bidonvilles : auprès des gens du Samaritain rentrés en Roumanie, il a pu observer comment le bidonville était un espace temporaire pour certains de ses habitants, qui avaient surtout pour ambition d'économiser afin de pouvoir s'installer dans leurs villages d'origine. Certes, la communauté des habitants du Samaritain allait à l'encontre des idées reçues sur la composition d'un « platz » comme transplantation d'un village roumain : ce bidonville s'était constitué autour d'un projet religieux, pentecôtiste, initié par son pasteur roumain – chef de « platz », et animé par un jeune prophète et chanteur hongrois Jozsef Farkas (Télé Samaritain 2015a ; fig. 2–3). Toutefois, les mobilités pendulaires restaient au cœur de leurs activités familiales, sociales et professionnelles. Enfin, au Samaritain comme dans tous les bidonvilles ou les squats, les habitants

1—Le programme européen Migrantour propose des balades urbaines sur l'histoire et l'actualité des migrations, coconçues et guidées par les personnes concernées : immigrées, réfugiées, exilées. Voir <http://myigrantour.org>



2



3



4

2
Josfef chante dans l'église du Samaritain. Photo: Ludo Versace, été 2015.

3
L'église du Samaritain juste avant sa destruction. Photo: Saskia Cousin, été 2015.

4
Les enfants dessinent un panneau pour leur maison. Photo: Nao Maltese, automne 2014.

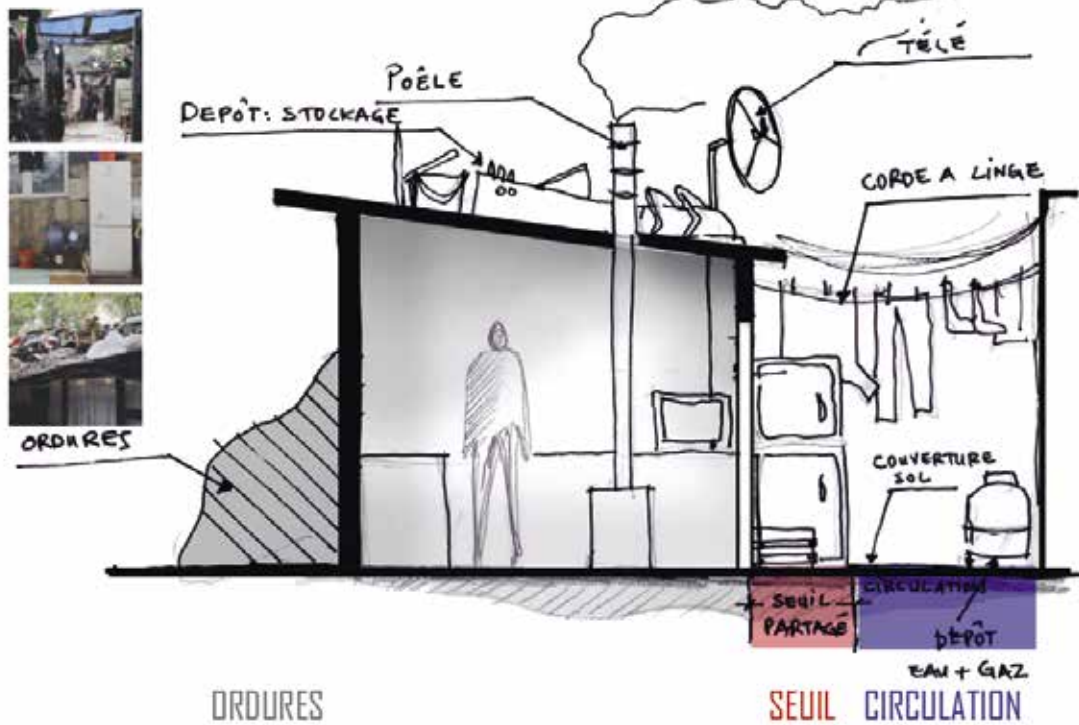
5
A travers la vitre: atelier dessin à la maison des associations. Photo: Nao Maltese, automne 2014.



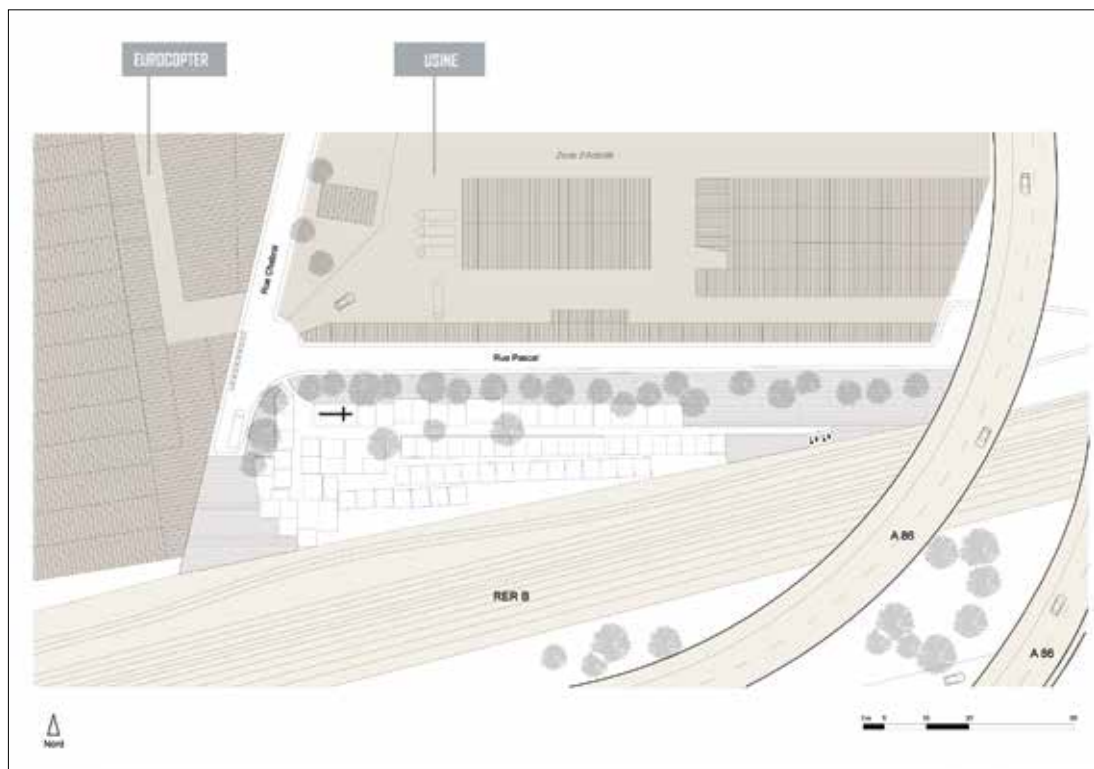
5

n'aspirent qu'à une chose : sortir de ces espaces insalubres pour intégrer un logement digne de ce nom (Cousin, 2018). À ce moment des explications de Grégoire, je n'ai pu m'empêcher de justifier ce qui me paraissait injustifiable, de fait : l'absence des Samaritains à cette table de ce colloque de Bruxelles. Mais, après des mois de mobilisation en 2015, après tant de conférences de presse, de réunions et de rencontres, ils ne voyaient pas véritablement l'utilité de venir et revenir sur un épisode traumatisant. Ils étaient, contrairement à nous qui cherchons à documenter cette histoire, passé à autre chose – soit un logement plus pérenne, soit d'autres problèmes, ailleurs.

Responsable de la mission Bidonville de Médecins du Monde au moment de la mobilisation, Livia Otal prend la parole pour expliquer que, pendant des années, les interventions de Médecins du monde au Samaritain étaient médicales et sociales, alors que le maire refusait de domicilier et de scolariser les enfants comme la loi l'y oblige. Toutes les demandes de rendez-vous, tous les courriers adressés à la mairie restèrent sans réponse. En 2014, devant l'impossibilité de communiquer avec la mairie, Médecins du Monde et la fondation Abbé Pierre décident de changer de stratégie en réunissant autour des trois cent trente habitants de nouveaux acteurs – universitaires, artistes, urbanistes, collectifs militants – pour porter un projet plus politique et médiatique. Il s'agit de prendre acte du fait que la municipalité ne se préoccupe ni des besoins des habitants ni de ses obligations légales : il faut que la situation du Samaritain devienne publique et médiatique, à travers notamment un projet d'architecture, porté par Fiona Meadows, responsable de programme à la Cité de l'architecture et du patrimoine de Paris. Cette dernière prend la parole à Bruxelles en racontant la manière dont elle a découvert, choquée, l'existence des bidonvilles lors de son installation à Saint-Denis en 2007. Avec le cirque Parada qui y est installé, elle rencontre les habitants du grand bidonville du Hanul, et va y travailler trois ans avec ses étudiants, dont Julien Beller, jusqu'à la destruction du Hanul durant l'été 2010 (Cousin, 2016). Au Samaritain, Fiona et ses étudiants du master 2 d'architecture de La Villette organisent des ateliers de dessin pour enfants à la maison des citoyennetés (fig. 4-5) et dressent les plans du bidonville qu'elle montre à Bruxelles : trois ruelles sur un terrain dont un tiers est occupé par des ordures, au sein duquel se trouvaient les quatre toilettes (pour 330 personnes) (fig. 6-7). Alors que j'écoute Fiona, me revient en mémoire une interview pour la télé, où elle dissertait au milieu des ordures, avec des rats courant à ses côtés (Télé Samaritain, 2015b). La Fondation Abbé Pierre propose de payer le retrait de la tonne et demie d'ordures, si la mairie s'engage à ne pas expulser dans l'année. Fiona projette les photos et les plans des baraques et détaille les procédés de construction : on part des fenêtres et, autour, s'agencent des matériaux issus de la récupération des déchets. Elle souligne : « la réutilisation des déchets est très à la mode chez les architectes, mais eux (les constructeurs des bidonvilles), ils sont beaucoup plus en avance que nous sur cette question ». Fiona projette une photo de la ruelle principale du Samaritain, et une projection de ses étudiants – l'ex-futur du Samaritain. L'objectif de son projet était de garder le maximum de baraques, tout en aménageant une nouvelle sortie, d'enlever les ordures, d'installer de nouveaux blocs sanitaires dont des blocs de toilettes sèches, et de ménager



6



7

une place publique et des espaces pour l'agriculture urbaine. Fiona appelle Rudy Ricciotti qui accepte de dessiner la maison des enfants.

Mehdi prend la parole tandis que je me débats avec les reportages vidéo qui s'affichent à l'écran, et la voix d'une journaliste de BFM TV que je ne parviens pas à stopper. En 2014, lorsque nous faisons connaissance, Mehdi est adjoint au tourisme et au patrimoine, indépendant, mais au sein de la majorité. C'est à ce titre qu'il commence à travailler avec Fiona et moi-même et découvre le bidonville dont il ignorait totalement l'existence. Mehdi insiste sur le fait que cette invisibilité est générale : la plupart des habitants ignorent les bidonvilles qui les entourent, ce sont les gens de l'extérieur qui les remarquent. Choqué par cette découverte et conquis par le projet, Mehdi organise plusieurs réunions de service en mairie : il veut intégrer le terrain – qui s'appelle encore le « platz de la rue Pascal » – à l'histoire des bidonvilles sur le territoire, en le considérant comme un patrimoine. Il s'appuie pour cela sur le travail réalisé par Jeremy Gravayat et Yann Sarris du collectif de L'Abominable : un formidable « atlas » des bidonvilles de La Courneuve où figurent de nombreux portraits des Samaritains, photographiés par Yann Merlin (association APPUII, 2015). Lors d'une soirée de restitution organisée à la Maison de la citoyenneté de La Courneuve, les anciens habitants de La Campa rencontrent les habitants du Samaritain et partagent leurs expériences, expriment leur solidarité. Je me souviens de cette soirée comme d'un moment de grâce inoubliable, un moment où tous les espoirs paraissent possibles. Pendant que Mehdi parle, Livia feuillette l'atlas. Mehdi raconte l'implication politique des Samaritains, et la sienne, alors qu'il prend peu à peu conscience du double jeu de la mairie qui lui cache, par exemple, que l'expulsion est décidée et que le maire refuse absolument de donner son indispensable accord au lancement du projet collectif et financé. Il apprend cela par La Voix des Roms et doit donc choisir. Au nom de principes éthiques et des amitiés qu'il a nouées, Mehdi choisit la lutte contre sa propre majorité, en sachant qu'elle sera sans doute vaine : « Même si, et là, c'est un moment important pour nous, même si on n'arrive pas à empêcher l'expulsion, on ne veut pas qu'elle se passe lâchement. » Mehdi raconte alors ce que nous avons oublié : l'irruption, le 1^{er} juillet 2015, des habitants du Samaritain dans le conseil municipal, aux côtés d'autres personnes expulsées d'un squat. Cette implication des Samaritains a été pour lui décisive dans la grande bataille de l'été 2015.

D'une situation locale à une place publique mondiale

À l'automne 2014, lors du colloque « Un monde de camps » (Agier et Lecadet, 2016) organisé par Michel Agier et Clara Lecadet à la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'invitation de Fiona, celle-ci a convié Titel, pasteur de l'église, à venir avec quelques amis présenter la situation du bidonville. Ce jour-là, dans le grand auditorium de la Cité, le « platz de la rue Pascal » est baptisé « place du Samaritain », en raison de son église dédiée au bon Samaritain, parabole de l'hospitalité. Ce baptême permet de nommer le projet collectif que nous mettons en place, rassemblant les initiatives et propositions de différentes ONG, avec les habitants et l'association La Voix des Roms, en particulier Saimir Mile, son président, et Pierre Chopinaud, son directeur. Le projet collectif consiste à sécuriser



8

8
Concert de l'orchestre de chambre de Paris. Photo : Brice Guillaume, 21 novembre 2014.



9

9
Applaudissement au concert de l'orchestre de chambre de Paris. Photo : Brice Guillaume, 21 novembre 2014.

10
« Ici bidonville historique en péril ». Photo : Denis Allard/REA, aout 2015.



10

les habitants des points de vue social (domiciliation, scolarisation), sanitaire (évacuation des déchets), médical (consultations) et urbain. Mais, comme le souligne chacun des intervenants à Bruxelles, son enjeu dépasse largement la question de la sauvegarde du Samaritain. Ainsi, avec le projet utopique et temporaire du Samaritain, Fiona veut montrer qu'il peut exister une alternative entre le bidonville et le logement social, alors que, comme elle l'explique à Bruxelles, « en France, on ne pense la résorption du *mal logement* qu'à travers le logement social », sans penser aux étapes intermédiaires, aux passerelles. Pour Livia, ce projet et cette mobilisation avaient un double objectif, local donc, mais aussi national, en lançant à cette occasion la campagne « 25 ans de bidonvilles »². Elle revient sur le terme de « bidonville » qui, désormais, est couramment utilisé alors qu'en 2014, les médias employaient l'expression préfectorale de campements illicites (Cousin, 2013). Il fallait lutter contre cette expression de campements illicites et utiliser le terme de bidonville, afin de réinscrire ces espaces dans l'histoire de France, et de ce territoire.

Le dossier de presse de ce projet rassemblant une trentaine d'ONG et d'institutions universitaires s'intitulait « Bidonvilles changer de regard », il allait devenir notre support pour la campagne politique et médiatique qui s'annonçait, à travers des articles, des concerts, du plaidoyer (fig. 8-9).

Jusqu'en juillet 2015, nous avons, donc, malgré tout, espéré faire entendre raison au maire de La Courneuve, Gilles Poux, sur l'importance, la légitimité et la faisabilité de ce projet qui pouvait permettre de donner un exemple qu'une autre solution que l'expulsion était possible. Bien sûr, nous aurions dû être alertés par l'attitude de ce maire qui refusait, de manière illégale et depuis sept ans, de domicilier et de scolariser les enfants roms sur sa commune, malgré de fréquents rappels à la loi. Comme il nous le fit savoir à plusieurs reprises, il considérait « ces gens », comme il les appelait, comme « incapables de s'intégrer ». Peu lui importait ses obligations légales ou, par exemple, le fait que la plupart de ses habitants travaillaient, ou encore que la DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement), Médecins du Monde, la fondation Abbé Pierre et une dizaine d'autres organismes se penchent sur l'avenir de ses habitants. Surtout, nous avons sous-estimé l'importance de l'emplacement stratégique du Samaritain : installé à l'écart des habitations, invisible et inconnu des Courneuviens, nous le percevions comme exempt de conflits avec les riverains. C'était une erreur de perception : il était aussi situé le long du RER B, on pouvait, depuis le train, apercevoir quelques toits et cheminées fumantes. Le 7 août 2015, nous avons d'ailleurs utilisé cette visibilité pour déployer une banderole de 15 m de long, bien visible du RER, avec ces mots « Ici, bidonville historique en péril » (fig. 10). Toutefois, ce qui s'était passé la veille aurait dû m'alerter : je buvais un café avec Titel et Jozsef devant l'église, lorsque deux policiers entrèrent dans le Samaritain et se dirigèrent vers un petit groupe de personnes situées à quelques mètres de moi. L'un d'eux se présenta comme commissaire et je pus l'entendre dire : « avec la COP 21, il va y avoir du beau monde, donc, on va nettoyer tout cela ». L'une de ses collègues, visiblement gênée par mon arrivée,

2— Voir <http://25ansbidonvilles.org> [en ligne].

renchérît : « Faut pas se leurrer, avec le Grand Paris, c'est comme cela que cela va se passer. » Les policiers inspectèrent ensuite le bidonville à la recherche d'un « risque incendie », en vain, car tout avait été sécurisé – nous fûmes même félicités. Après leur départ, certains habitants se congratulèrent du prochain « nettoyage du bidonville », croyant qu'il s'agissait de retirer les ordures, comme cela était prévu par notre projet. Le nettoyage évoqué par les forces dites de l'ordre n'avait malheureusement rien à voir avec cela, comme on nous le confirma plus tard : il était impossible que des visiteurs venus du monde entier pour la COP 21 puissent découvrir qu'il existait des bidonvilles dans la capitale de la cinquième puissance mondiale. Toutefois, nul ne peut dire que le plus vieux bidonville de France aurait survécu sans la COP 21, car sa situation était également convoitée par un autre acteur francilien : l'entreprise de recyclage PAPREC dont les hangars jouxtaient le bidonville fut un acteur de l'expulsion en accueillant les véhicules des CRS ; elle récupéra le terrain *in fine*.

Quoi qu'il en soit, alors que certains d'entre nous croyaient encore mener une lutte locale, nous étions déjà depuis des mois dans un combat global et allions participer à ériger le Samaritain en espace public mondial, au sens de Habermas. La mobilisation générale fut décidée mi-juillet. Elle regroupait un alliage apparemment hétéroclite de personnes qui ne se connaissaient pas auparavant, mais avaient été appelées par La Voix des Roms pour mener cette ultime bataille. Annoncée comme désespérée, il s'agissait de la mener avec panache. Nous rejoignons donc Titel, le pasteur, Cristian, l'un des habitants, alors salarié d'une entreprise de bâtiment et travaux publics (BTP), et Jozsef, jeune homme de 17 ans, chanteur et prophète de l'église. Mais aussi Jeremy et Yann de L'Abominable, et bien d'autres. Tous et toutes, nous allions apprendre avec Tara Dickman à mener une mobilisation, avec des méthodes issues des luttes pour les droits civiques aux États-Unis (fig. 11). Quarante jours intenses passés dans le bidonville, des centaines de litres de café enfilés devant l'église, d'incroyables journées passées dans l'église du Samaritain avec des personnes de tous horizons, le soutien d'un curé et d'un évêque, des voisins d'origine africaine de l'église évangélique et d'une communauté musulmane, le soutien de toutes les associations antiracistes et de nombreux militants communistes outrés par cette situation, des centaines d'articles (fig. 13) dont une double-page dans Libé (Vincendon, 2015) et un éditorial du *New York Times*, d'innombrables reportages, une télé YouTube (Télé Samaritain, 2015) et une pétition portée par Jozsef ayant regroupé plus de 50 000 personnes, une conférence de presse au Sénat (fig. 12). Plus tard, après l'expulsion, de nombreux reportages à nouveau, un formidable long métrage (Gravayat, 2019), deux expositions (Sterle, 2016) (fig. 14 ; fig. 15a–b), un mémoire de master et une thèse en cours, plusieurs articles, une table ronde sur le Samaritain et une émission de « Là-bas si j'y suis » en direct de la fête de l'Huma, et d'innombrables communications dans divers colloques.

Le 27 août, quelques jours avant la rentrée des classes, la police entrait dans le Samaritain. Il était 13 heures, il pleuvait. Tout le monde était au travail et, ce jour-là, nous avions exceptionnellement relâché notre vigilance : le défenseur des droits venait de faire un communiqué et l'émissaire de l'ONU pour les droits de l'homme avait confirmé sa venue pour le lendemain : il était impensable

11

Réunion de crise dans l'église.
Photo : Saskia Cousin, 10 août 2015.

12

Revue de presse du Samaritain.
Photo : Ludo Versace, août 2015.

13

Conférence au Sénat : Anina Ciuciu, Iulian Mingat, Patrick Braouezec, Aline Archambault, Jozsef Farkas. Photo : Saskia Cousin, septembre 2015.



11



12



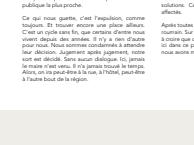
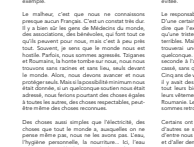
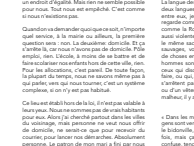
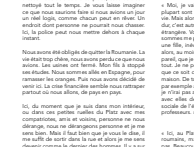
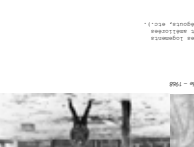
13

Handwritten notes in French, likely a transcript or draft of a document, with some red markings.

Handwritten notes in French, continuing the text from the previous page.

Handwritten notes in French, including a section with a yellow highlight.

Handwritten notes in French, including a section with a yellow highlight.



Documentary text in French, likely a transcript or draft of a document, with some red markings.

Documentary text in French, continuing the text from the previous page.

Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.

Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.

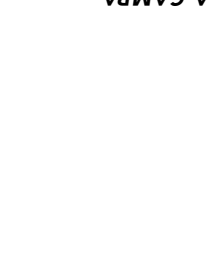
Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.

Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.

Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.

Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.

Documentary text in French, including a section with a yellow highlight.





La Courneuve 1967

... de la Courneuve, c'est un quartier qui a subi une véritable révolution urbaine. Les habitants ont vu leur cadre de vie évoluer à grands pas. Les immeubles ont été construits, les rues ont été pavées, les services publics ont été développés. C'est un quartier qui a su trouver son chemin et qui a su s'adapter à son époque. Aujourd'hui, La Courneuve est un quartier moderne et dynamique, qui a su préserver son identité tout en s'ouvrant à l'avenir.

... de la Courneuve, c'est un quartier qui a subi une véritable révolution urbaine. Les habitants ont vu leur cadre de vie évoluer à grands pas. Les immeubles ont été construits, les rues ont été pavées, les services publics ont été développés. C'est un quartier qui a su trouver son chemin et qui a su s'adapter à son époque. Aujourd'hui, La Courneuve est un quartier moderne et dynamique, qui a su préserver son identité tout en s'ouvrant à l'avenir.

Souvenirs des anciens habitants du Camp de la Courneuve



Souvenirs des anciens habitants du Camp de la Courneuve



Souvenirs des anciens habitants du Camp de la Courneuve

Pétition de Jozef Farcas, habitant du Samartain

Publié avant l'exposition, cette pétition, qui a recueilli plus de 40 000 signatures, a ensuite servi de relais d'information et de tout au long de la mobilisation.

7 août 2015 - 1 500 signatures
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.

10 août 2015 - 1 500 signatures
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.

13 août 2015 - 25 000 signatures
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.

27 août 2015 - 40 000 signatures
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.



Jozef Farcas, habitant du Samartain



Manifestation des habitants de Courneuve

12 août 2015
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.



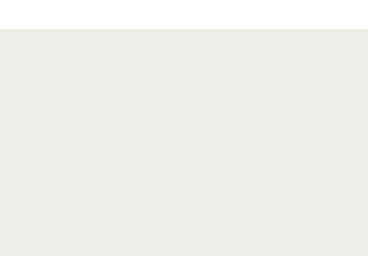
Rencontre avec les habitants de Courneuve

9 août 2015
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.



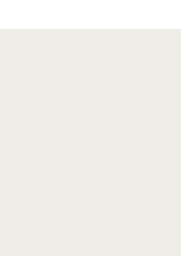
Rencontre avec les habitants de Courneuve

2 août 2015
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.



Manifestation des habitants de Courneuve

2 août 2015
Le maire de Courneuve, Jean-Louis Besson, a été élu maire de Courneuve. Il a promis de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.



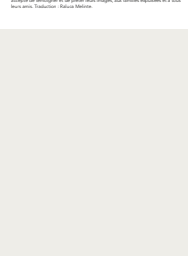
Rencontre avec les habitants de Courneuve

LE COLLECTIF

Le Collectif 1967-2015

Plus de quarante habitants de Courneuve, du Samartain, du nom de l'église qui se trouve dans le quartier, ont décidé de se réunir pour défendre les droits de tous les habitants de Courneuve. Ils ont créé le Collectif 1967-2015, qui a pour but de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.

10 août 2015
Le Collectif 1967-2015 a été créé. Il a pour but de lutter contre les discriminations et de défendre les droits de tous les habitants de Courneuve.



Rencontre avec les habitants de Courneuve



15a

15a
Ancienne habitante, Simona Boti regarde le journal *l'Atlas* avec les photos du Samaritain. Derrière elle, une cabane projetée des extraits de films sur le Samaritain. Fête de l'insurrection gitane, Saint-Denis. Photo : Saskia cousin, 15 mai 2016.



15b

15b
L'Atlas et le Samaritain à l'exposition « Campements », Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris. Photo : Fiona Meadows, 2016.

qu'une expulsion ait lieu la veille d'une telle visite. Je devais arriver à 14 heures avec mon fils pour un atelier de peinture sur les palissades du bidonville. Nous fûmes empêchés : les cars de CRS entouraient le quartier. Les CRS firent sortir les femmes et les enfants restés, gazèrent les récalcitrants, puis les bulldozers se mirent à l'ouvrage, méthodiquement. Toutes les affaires, tous les papiers furent perdus. Le soir à 21 heures, tous les habitants avaient fui et il ne restait qu'une petite baraque vacillante, celle de Mme Francesca Herman, 80 ans, veuve et citoyenne tchèque recueillie par l'une des familles du Samaritain. Elle revint ce soir-là de son travail de vendeuse du journal *l'Itinérant* dans le sud de Paris. Comme chaque matin, elle était partie à l'aube, et, n'ayant pas de batterie, elle ne fut avertie par personne. Elle se trouva face au désastre, implora pour accéder à sa petite mesure pour récupérer son passeport et son chargeur de portable. Le vigile fut moqueur et intraitable. Elle erra trois jours et deux nuits à la recherche des habitants du Samaritain (Perrier, 2016). Quelques chanceux avaient bénéficié de trois nuits d'hôtel, sans plus, le temps de défaire les solidarités, les autres se tassèrent dans les voitures, sous les ponts ou les arrêts de bus. Au bout de trois jours, plus d'une centaine de personnes revinrent à La Courneuve : c'était leur ville après tout. Ils s'installèrent dans des tentes devant la mairie, suscitant un engouement sans précédent, avec des dons venus de toute la France, comme ce collectif qui arriva en camion d'Auvergne avec une tonne de matériel, tentes militaires, et repartit avec une famille qui s'installa dans leur village. Au fil des semaines, les tentatives d'ouverture de « platz » dans des friches, de squats dans divers lieux inhabités se multiplièrent, finissant toujours dans l'expulsion et les gaz policiers. Mi-septembre, une dizaine de Samaritains eurent le temps de s'installer quelques nuits dans une immense friche de l'Île-Saint-Denis, juste occupée par le collectif d'architectes Bellastock. Ayant passé le délai légal d'installation après lequel il était théoriquement nécessaire de requérir à la loi pour les déloger, les Samaritains reconstruisirent leur église. Cela ne plut pas du tout à Bellastock. Coïncidence malheureuse : alors que Jozsef posait fièrement devant l'église terminée, quelques cyclistes de la caravane écolo « Alternatiba » faisaient une halte dans la même friche (fig. 16-17). Visiblement, les architectes recycleurs et les écolos vélocipédistes considéraient que les gitans n'avaient pas leur place avec eux (Cousin, 2016). La police vint donc déloger les Samaritains, sans se préoccuper de légalité, une fois encore : il ne fallait pas d'indésirables, puisque, quelques semaines plus tard, les élus faisaient visiter cette friche qui allait devenir le village d'accueil des J.O.

Les Samaritains revinrent donc devant la mairie de La Courneuve et la vie continua, dans la boue et les tentatives d'installations avortées (fig. 18). Le 18 novembre 2015, alors que les médias du monde entier se trouvaient à quelques kilomètres après les attentats du 13, puis l'assaut de l'immeuble de Saint-Denis, les habitants du Samaritain se trouvaient toujours devant la mairie, avec, parmi eux, deux blessés des attentats. Ce soir-là, les Samaritains se rassemblaient pour un rituel d'hommages aux morts et de réconciliation. Or, le même soir, le Parti communiste de La Courneuve organisait une rencontre sur le thème de la paix.

Cristian Damian, une petite fille lassée de grelotter dans sa tente et moi-même allâmes à cette réunion pour avertir de la présence de blessés à quelques



16



17

16
Joszef et la nouvelle église du Samaritain, quelques minutes avant l'arrivée de la police. Île-Saint-Denis. Photo : Saskia Cousin, octobre 2015.

17
Expulsion juste après la construction de l'église. Photo : Saskia Cousin, octobre 2015.

18
Campement dans le jardin de la mairie de La Courneuve. Photo : Saskia Cousin, octobre 2015.



18

dizaines de mètres et inviter les membres de la réunion à cet hommage aux morts. Cette invitation suscita diverses moqueries du maire, puis nous dûmes subir un discours sur le fait que le capitalisme était responsable de l'élimination du communisme en Roumanie, période où, comme chacun sait, les Roms vivaient, selon l'orateur, « heureux ». Ce n'était pas à une municipalité communiste d'accueillir les dégâts du capitalisme. Ces gens n'avaient donc rien à faire sur le territoire de la commune. CQFD. Nous repartîmes rejoindre les autres pour l'hommage, faire corps autour d'un feu, près de la grande tente militaire venue d'Auvergne. Autour de ce feu se trouvait un jeune homme juste sorti de l'hôpital, accroché à sa perf, avec une immense cicatrice dans le dos, liée à un éclat de la bombe des terroristes du stade de France : au moment de l'explosion, il ramassait des verres consignés aux abords du stade. Il y avait aussi une femme SDF, Française, encore jeune, sans doute schizophrène, recueillie par les Samaritains – parce que l'on ne laisse pas une femme dehors m'expliqua une bonne dame en tournant dans une énorme marmite de soupe. Il y avait, bien sûr, Mehdi, mais aussi quelques Courneuvien d'origine comorienne, présents à la réunion du Parti communiste et qui nous avaient rejoints, scandalisés par les paroles du maire. Dans les jours qui suivirent, démoralisées par les blessés, les arrosages nocturnes qui détrempaient toutes et tous, des enfants trop crottés pour continuer de fréquenter l'école – pour les rares qui avaient été acceptés après jugement, et, enfin, l'humiliation ultime du maire refusant ce geste de paix, les personnes commencèrent à quitter le parc adjacent à la mairie. La centaine d'habitants du Samaritain qui s'était installée devant la mairie rejoint donc les autres habitants dans les bidonvilles d'Île-de-France, c'est-à-dire que la plupart rentrèrent dans le cycle infernal des expulsions mensuelles et de la survie quotidienne. En écrasant l'immense espoir porté par le Samaritain, Gilles Poux, maire de La Courneuve, avait gagné. Il n'était pas le seul : nous apprendrions plus tard que c'est Manuel Valls qui avait décidé, contre le ministère du Logement de Cécile Duflot, pour sa part, très intéressée par notre expérimentation, qu'il ne fallait pas d'histoire réussie, pas de précédents. Qu'il fallait punir cette petite communauté qui avait osé se dresser et se trouver des alliés. Ce pourquoi le préfet Galli s'exécuta brillamment, avant d'être nommé, dans la foulée, directeur de l'administration pénitentiaire. Pourtant, dans les mois et les années qui suivirent, et parce que la décision d'expulser avait été fixée dans le bureau de Valls, plusieurs responsables d'ONG, dont le directeur de la fondation Abbé Pierre, nous félicitèrent pour cette mobilisation qui était, selon eux, un succès et fut utile pour la campagne « 25 ans de bidonvilles » lancée à l'automne 2015. Pour ma part, plus habituée des luttes joyeuses et relativement consensuelles des parents d'élèves, sans expériences préalables des bidonvilles, des maltraitements policières et du racisme généralisé à propos des personnes roms ; devant le désastre vécu par les habitants, j'ai toujours eu des difficultés à considérer cette lutte comme un succès. En particulier, je traîne, comme d'autres sans doute, une culpabilité vis-à-vis du jeune Jozsef Farkas qui crut, quelques mois durant, que son destin allait changer.

La situation de Jozsef, héraut et héros

Pour ce colloque, nous avons tenté de faire venir plusieurs personnes du Samaritain, sans succès. Cristian refusa poliment mais fermement, arguant qu'il ne savait ni ne voulait parler en public. Il avait vécu de manière traumatisante son expérience de prise de parole à la fête de l'Huma, lors d'une émission en direct de « Là-bas si j'y suis », aux côtés d'Éric Fassin et de Grégoire. Le maire, annoncé, ne vint pourtant pas, justement en raison de la présence d'un habitant du Samaritain. Iulian Minzat déclina également, car il travaillait. Pierre, Anina et Saimir, de La Voix des Roms, étaient occupés par des urgences. Mihela, qui avait initialement accepté, se désista à la dernière minute, pour raisons familiales. Mais le grand absent de la présentation de Bruxelles, que nous n'avions pas même contacté, ignorant sa localisation, sa situation et, surtout, sa réaction, était Jozsef.

Lorsque je rencontre Jozsef à l'automne 2014 (fig. 19), c'est un jeune homme de 16 ans, d'origine hongroise, qui vit dans le bidonville du Samaritain depuis plusieurs années et effectue un service civique à l'association des Enfants du Canal. Je lance alors, avec l'association Baština, le programme européen Migrantour à l'université Paris Descartes et Jozsef rejoint cette formation de médiateurs et de guides exilés ou issus de l'immigration. Pendant des mois, Jozsef va devenir l'infatigable guide du Samaritain, faisant découvrir les ruelles et les baraques et l'église aux participants du Congrès mondial de l'urbanisme, aux musiciens de l'orchestre de chambre de Paris qui viennent y donner un concert, et, pendant l'été 2015, à des centaines de journalistes et de militants. Ce n'est pas tout : en juillet 2015, Jozsef accepte de devenir le visage du Samaritain, et va porter la pétition contre l'expulsion. Elle va réunir près de 50 000 signatures. C'est la première fois qu'une personne Rom parvient à rassembler tant de solidarité, même s'il ne s'agit que d'un petit clic, assorti souvent de gentils messages d'encouragements. L'écho de la lutte du Samaritain est mondial, les télése succèdent, les articles pleuvent. Jozsef, jeune prophète et chanteur, est là, partout, tout le temps. Chaque fois qu'il le peut, il fait entendre ses chants et parle de son rêve : participer à l'émission *The Voice*. Il candidate et est retenu pour le premier tour. Les portraits de Jozsef s'enchaînent dans les médias, Jozsef arpente les ruelles pour sauver le bidonville tout en se rêvant bien loin de ce dernier. Fin août, l'émissaire de l'ONU pour les droits de l'homme a rendez-vous avec lui, Jozsef, dans le bidonville. Mais, la veille, les CRS chargent en pleine journée, sans sommation, et expulsent sous la pluie, au milieu des gaz lacrymogènes. Le bidonville est détruit dans l'heure. L'enchantement qu'avait produit la mise en récit de sa situation rend plus cruel encore le retour dans la boue et le froid. Les médias s'intéressent encore un peu aux habitants qui campent dans un parc – un édito du *New York Times* tout de même –, puis c'est l'oubli. Jozsef est toujours là, il aide à organiser et distribuer les dons aux personnes réfugiées sous les tentes de Médecins du Monde (fig. 20). Comme tout le monde, Jozsef a froid. Mais les conséquences sont pour lui dramatiques : Jozsef perd sa voix, il rate l'épreuve de *The Voice*. Son rêve s'effondre, il n'a plus d'église, plus de public, plus de voix. Jozsef croit que nous avons ramassé et gardé de l'argent avec cette mobilisation, il nous en veut. Jozsef a raison de nous en vouloir, non pas en raison d'un pactole caché qui, bien sûr, n'existe pas, mais parce que nous ne nous sommes pas montrés à

19
Jozsef pose pour le site migran-
tour. Photo : Stefan Buljat, 2014.

20
Jozsef et Darius rangent les
dons dans le jardin de la mairie
de La Courneuve. Photo : Saskia
Cousin, 2015.



19



20

la hauteur des espoirs que nous avons suscités en lui proposant d'incarner le Samaritain. Jozsef, notre guide, qui, par ses récits, avait su « enchanter » le bidonville pour les militants, les chercheurs et la presse mondiale, est retourné vivre entre « platz », « terrains » et « campements illicites », au gré des expulsions.

La restitution à Bruxelles de la situation du Samaritain fut sans doute perçue comme embrouillée par les participants à la conférence : venus avec des dizaines de photos, de plans, de croquis, de vidéos, nous n'avons pas pris le temps de les mobiliser correctement. C'était la première fois que nous nous retrouvions pour raconter cette histoire, et nous avions tant à dire, de tant de points de vue. Tout s'est passé comme si nous étions encore dans l'urgence du témoignage, trois ans plus tard : témoignage d'un engagement qui nous occupa, pour certains, plusieurs années, et d'une manière intense et quotidienne, plusieurs mois.

Du « platz » initial à la restitution des luttes à Bruxelles, la situation du Samaritain peut être lue comme un emboîtement d'espaces publics, aux multiples sens du terme : un bidonville habité par quatre-vingts familles réunies autour d'un projet religieux, investi par un projet d'architecture et d'urbanisme ; la publicisation mondiale de la lutte des Samaritains incarnée par le jeune Jozsef Farkas en lutte contre des institutions maltraitantes : la municipalité, l'État, la COP 21 ; la restitution, dans d'autres contextes, et notamment à Bruxelles, de cette expérience devenue exemplaire à bien des titres. Il y eut bien un avant et un après Samaritain. Pour les luttes peut-être, mais pour les Samaritains ? Expulsée pour cause de COP 21, d'entreprise de recyclage, d'architectes alternatifs, de festival « Alternatiba » et, enfin, de village olympique, la petite communauté a cristallisé un combat politique et gêné par sa présence même non seulement les racistes de tout poil, mais également les collectifs qui faisaient du réemploi et de la friche un idéal. Comme l'écrivaient Marcel Mauss et Émile Durkheim en 1903, « [l]e camp est le centre de l'univers et tout l'univers y est en raccourci » (Durkheim et Mauss, 1903 : 40).

Références bibliographiques

- AGIER, M. ; LECADET, C.** 2016. *Un monde de camps*, Paris, La Découverte.
- ASSOCIATION APPUII**, 2015. « ATLAS : Histoires de l'habiter – *La Courneuve* ». [Billet de blog] APPUII, Alternative Pour des Projets Urbains Ici et à l'International, 28 mai. Consultable : <https://appuii.wordpress.com/2015/05/28/atlas-histoires-de-lhabiter-la-courneuve> [disponible le 13 mai 2019].
- BENAROSH-ORSONI, N.** 2019. *La maison double. Routes, lieux et objets d'une migration rom*, Nanterre, Société d'ethnologie.
- BURAWOY, M.** (2012) 2019. *Conversations avec Bourdieu*, Paris, Éditions Amsterdam.
- COUSIN, G.** 2018. « Life and death of a French shantytown. An anthropology of power », dans Y. Matras, V.D. Leggio (eds.), *Open Borders, Unlocked Cultures. Romanian Roma Migrants in Western Europe*, Oxon/New York, Routledge.
DOI : <https://dx.doi.org/10.4324/9781315295770-6>
- COUSIN, G.** 2013. « L'évacuation de bidonvilles roms », *Métropolitiques*, 18 novembre. Consultable : <https://www.metropolitiques.eu/L-evacuation-de-bidonvilles-roms.html> [disponible le 13 mai 2019].
- COUSIN, S.** 2016. « L'éternel temporaire dure-t-il ? Imaginaires Bobos, Roms et Bohème », dans L. Marion (sous la dir. de), *Actualité de l'habitat temporaire. De l'habitat rêvé à l'habitat contraint*, Marseille, Terra HN éditions.
- DURKHEIM, E. ; MAUSS, M.** 1903. « De quelques formes de classification – Contribution à l'étude des représentations collectives », *Année sociologique*, n° 6, p.1–72.
- GRAVAYAT, J.** 2019. *Projection et débat autour de l'actualité des bidonvilles en France à partir du documentaire « A Lua Platz », La Rotative*, 19 février. Consultable : <https://larotative.info/projection-et-debat-au-tour-de-l-3171.html> [disponible le 13 mai 2019].
- MEADOWS, F.** (sous la dir. de), 2016. *Habiter le campement*, Actes Sud / Cité de l'architecture et du patrimoine.
- PERRIER, N.** 2016. « La Courneuve : Francesca, 17 ans d'errance et de bidonvilles », *Le Parisien*, 7 janvier. Consultable : <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/la-courneuve-93120/la-courneuve-francesca-17-ans-d-errance-et-de-bidonvilles-07-01-2016-5429347.php> [disponible le 13 mai 2019].
- STERLE, C.** 2016. « La Courneuve : l'histoire de leur bidonville racontée à la Cité de l'architecture », *Le Parisien*, 27 avril. Consultable : <http://www.leparisien.fr/la-courneuve-93120/la-courneuve-l-histoire-de-leur-bidonville-racontee-a-la-cite-de-l-architecture-27-04-2016-5749865.php> [disponible le 13 mai 2019].
- TÉLÉ SAMARITAIN.** 2015a. [Vidéo en ligne] : *Joszeif chante pour le Samaritain*. Consultable : <https://youtu.be/bpJKMS876P8> [disponible le 13 mai 2019].
- TÉLÉ SAMARITAIN.** 2015b [Vidéo en ligne] : *La première chose à faire serait d'évacuer toutes ces ordures*. Consultable : <https://youtu.be/tLvU5Q54c20> [disponible le 13 mai 2019].
- TÉLÉ SAMARITAIN.** 2015c. [Vidéo en ligne] : *Cristian Damian raconte la destruction du Samaritain et ce que signifie la vie dans la rue*. Consultable : <https://youtu.be/XTv3JXko6oE> [disponible le 13 mai 2019].
- TÉLÉ SAMARITAIN.** 2015d. [Vidéo en ligne] : *Samaritain : une expulsion inhumaine. Poux, c'est Ceaușescu !* Consultable : <https://youtu.be/oostar8KSq8?t=108> [disponible le 13 mai 2019].
- VINCENDON, S.** 2015. « La Courneuve : vie de quartier au bidonville », *Libération*, 13 août. Consultable : https://www.liberation.fr/societe/2015/08/13/la-courneuve-vie-de-quartier-au-bidonville_1363081 [disponible le 13 mai 2019].